

ASSEMBLÉE NATIONALE

29 novembre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR 2026 - (N° 2141)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

N° 268

AMENDEMENT

présenté par

M. Monnet, Mme Lebon, Mme Bourouaha, M. Brugerolles, M. Bénard, M. Castor,
Mme Faucillon, Mme K/Bidi, M. Lecoq, M. Maillot, M. Maurel, M. Nadeau, M. Peu,
Mme Reid Arbelot, M. Rimane, M. Sansu et M. Tjibaou

ARTICLE 16 BIS

Rétablir cet article dans la rédaction suivante :

« Le premier alinéa de l'article L. 139-3 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

« 1° Après le mot : « an », il est inséré le mot : « , prioritairement » ;

« 2° Après le mot : « consignations », il est inséré le mot : « subsidiairement ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La LFSS pour 2025 a prévu que l'Acoss pourrait désormais emprunter pour une durée maximale de deux ans « sur des marchés plus profonds et plus diversifiés » et que son plafond d'emprunt serait rehaussé à 65 milliards d'euros, soit 20 milliards de plus qu'en 2024 et 2023. Cette disposition représentait un pas de plus dans la financiarisation de la sécurité sociale. En effet, l'annexe 3 du PLFSS 2025 indiquait que depuis 2010, le financement des besoins de trésorerie du régime général se caractérise par « la diversification de ses instruments de financement et le recours accru aux instruments de marché ». L'annexe précisait encore que si jusqu'en 2010, la part des concours bancaires via la Caisse des dépôts et consignations représentait 72 % du financement des besoins de l'ACOSS, elle n'y a plus recours depuis 2021. Désormais, les instruments de marché contribuent à hauteur de 99% à couvrir les besoins de trésorerie. Or, ces emprunts sur les marchés financiers ont un coût. Selon les comptes annuels de la caisse nationale de l'Urssaf, les charges sur les opérations de marché se sont élevées à 946,5 millions d'euros à la fin de l'exercice 2024, en hausse de 76% par rapport à l'exercice 2023 (537,4 millions d'euros à la fin de l'exercice 2023). Au regard du transfert

de dette de la Cades vers l'Acos, il importe plus encore de rediriger les emprunts de l'Acos vers la Caisse des dépôts et consignations. Tel est le sens de cet amendement.